

Haaretz : Israël fait avancer des projets pour la construction de 2000 nouveaux logements coloniaux illégaux en Cisjordanie

Ma'an News, le 25 septembre 2017



Bethléhem (Ma'an) – L'Administration civile d'Israël, connue aussi sous le sigle COGAT – qui a en charge la mise en œuvre des nombreuses politiques israéliennes dans le territoire palestinien occupé – se prépare à faire avancer, dans les quelques semaines qui viennent, des projets pour construire jusqu'à 2000 nouveaux logements coloniaux en Cisjordanie occupée, selon le quotidien israélien *Haaretz*.

Haaretz a publié l'article ce dimanche, citant un responsable du gouvernement israélien, sous couvert d'anonymat, qui aurait affirmé que les projets en question

pourraient être déposés dès la semaine prochaine.

Pour la plupart, fait remarquer *Haaretz*, ces projets « vont simplement passer à une autre étape du processus d'urbanisme », même si quelques appels d'offre pour des constructions immédiates sont également destinés à leur approbation. *Haaretz* ajoute que, selon le responsable du gouvernement, si les projets ne sont pas déposés d'ici la semaine prochaine, ils le seront après la fête juive du Sukkot qui prend fin le 11 octobre.

L'un des quelques projets qui devraient recevoir l'approbation définitive concerne la construction de 300 logements coloniaux supplémentaires dans la colonie de Beit El, dans le district de Ramallah, en Cisjordanie centrale. *Haaretz* rappelle que le gouvernement israélien, il y a plus de cinq ans, a promis de nouveaux logements aux dirigeants des colons « après la démolition de maisons construites illégalement (pour la loi israélienne) dans la colonie ».

Selon *Haaretz*, le Comité suprême d'urbanisme de l'Administration civile avait reporté une réunion récente à la demande du bureau du Président US Donald Trump.

« Le but de ce report était de s'assurer que la réunion du Comité n'ait pas lieu en même temps que l'Assemblée générale des Nations-Unies ou les réunions diplomatiques qui l'entouraient » indique *Haaretz*, notant que l'agenda du Comité était censé être publié la veille de la rencontre de Trump à New York avec le Président palestinien Mahmoud Abbas.

« Ce haut responsable a affirmé que la Maison-Blanche avait demandé au bureau du Premier ministre (israélien) de reporter la publication de l'agenda afin de ne pas perturber la rencontre Trump/Abbas, et le bureau du Premier ministre a été d'accord ».

L'agenda, selon *Haaretz*, devrait être publié mardi.

Le mois dernier, le cabinet de l'Autorité palestinienne (AP) a dénoncé la COGAT pour son rôle dans l'occupation d'un demi-siècle de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et de la bande de Gaza.

« *L'Administration civile, selon (les Accords d'Oslo) aurait dû être dissoute il y a des années conformément aux accords signés* », indique la déclaration, ajoutant que, malgré cela, Israël a démontré que « *cette administration affiliée à l'occupation est... en train d'étendre sa compétence et qu'elle tente d'ouvrir de canaux directs entre l'administration (israélienne) et les citoyens et les gens d'affaires palestiniens* ».

Le Premier ministre palestinien, Rami Hamdallah, a condamné l'Administration civile pour « *sa poursuite de l'occupation coloniale (israélienne) systémique et à grande échelle de la terre de Palestine* », et pour ses coups portés contre l'AP à travers ses pratiques illégales et sa politique.

La COGAT est chargée de l'approbation ou du rejet des constructions palestiniennes et israéliennes en Zone C, une prérogative qui bénéficie à la construction de colonies de peuplement illégales d'Israël en Cisjordanie, au détriment des communautés palestiniennes situées dans ces zones sous contrôle militaire israélien total.

Le groupe israélien de défense des droits de l'homme, B'Tselem, rapporte qu'en 2016, les Palestiniens ont connu le nombre le plus élevé de démolitions par Israël depuis que le groupe enregistre ces incidents. Dans le même temps, le groupe de la Paix Maintenant, qui surveille la colonisation, rapporte que la construction des colonies de peuplement illégales d'Israël en Cisjordanie s'est accrue de 34 % en 2016, avec des autorités israéliennes qui ont lancé la construction de 1814 nouveaux logements destinés à des colons.

Depuis que la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, est occupée,

en 1967, ce sont entre 500 000 et 600 000 Israéliens qui se sont installés dans les colonies de peuplement en territoire palestinien occupé, en violation de la législation internationale.

Toutes les colonies de peuplement reconnues par le gouvernement israélien – estimées au nombre de 196 –, dispersées à travers le territoire palestinien, sont considérées comme illégales au regard de la législation internationale.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Maan News](#)